

PRÉSENTATION

ITINÉRAIRE DE LA RECOMPOSITION ARGENTINE : POUR UNE INTERPRÉTATION DES ANNÉES KIRCHNER

Diana Quattrocchi-Woisson

Lors des imposantes manifestations de rue de décembre 2001, nous avons affirmé que le cycle historique du XX^e siècle argentin arrivait à sa fin¹. Pour la première fois, malgré la banqueroute politique et économique, les Argentins ne faisaient pas appel à un « sauveur de la Patrie ». Les militaires ne représentaient plus une carte politiquement crédible, et les deux grandes forces politiques de la vie argentine, le radicalisme et le péronisme, donnaient des signes éloquentes de leur épuisement historique. *Que se vayan todos !*, « Qu'ils s'en aillent tous », chantait la foule lors de ces journées historiques. La classe politique argentine semblait au bord de l'abîme. Le président par intérim, Eduardo Duhalde, n'envisageait qu'avec réticence la sortie électorale. Mais après l'assassinat de deux jeunes manifestants (les *piqueteros* Maximiliano Kosteki et Darío Santillán) par la police de la province de Buenos Aires, en juin 2002, celui qui avait dit « nous avons une classe politique de merde y compris moi-même » convoque des élections présidentielles pour déjouer la crise et sortir de l'impasse. Personne ne croyait, au début, à la tenue de cette promesse électorale. Principalement parce que le parti péroniste, profondément rongé par des luttes intestines, n'arrivait même pas à choisir son candidat officiel. Après avoir essayé en vain de trouver un successeur chez les gouverneurs péronistes des grandes provinces argentines – Santa Fé et Córdoba –, le président Duhalde établit un accord avec le gouverneur de la province de Santa Cruz, en Patagonie. Néstor Kirchner², issu de la gauche péroniste des années 1970, ayant soutenu Menem en 1989, se démarquant de lui et des réformes néolibérales en 1994, est passé du jour au lendemain de candidat outsider, pour les élections primaires du parti péroniste – qui n'ont pas eu lieu –, à candidat officiel du président par intérim.

Aucun des candidats, ni les péronistes ni les non-péronistes, ne suscitait l'enthousiasme massif de l'électorat. Toutefois, malgré les cris d'alarme et les mauvais présages – de fraude, d'annulation, de

manipulation, de retour au passé le plus détesté par un possible triomphe de Menem –, les élections présidentielles du 27 avril 2003 ont eu lieu en toute régularité. Et malgré les rumeurs qui annonçaient le contraire, Menem fut battu. Les quatre millions et demi d'électeurs qui lui donnaient 24 % des suffrages ne constituaient pas la force déterminante qu'il espérait. Menem se permit un dernier acte de misérabilisme politique et d'antidémocratie profonde – que la Constitution ne lui interdisait pas –, il empêcha la population argentine d'exprimer par un raz-de-marée électoral ce qu'elle avait crié dans les rues³ depuis les 19 et 20 décembre 2001.

C'est ainsi qu'un outsider, privé du deuxième tour, suscitant de la méfiance par son alliance avec le président Duhalde – donc avec un secteur fort peu présentable du péronisme mafieux de la province de Buenos Aires –, est devenu le premier président argentin légitimé par les urnes après la terrible secousse politique, économique, sociale et institutionnelle de décembre 2001. Un président peu charismatique, médiocre orateur, prisonnier d'un puissant « parrain » et de l'appareil péroniste de la province de Buenos Aires, devant composer avec une société mobilisée et en éruption démocratique, les pronostics d'échec n'ont pas manqué. Ainsi, le vice-directeur du puissant journal *La Nación*, Claudio Escribano, affirmait le 15 mai 2003 que le gouvernement de Néstor Kirchner ne tiendrait pas un an, suivant l'opinion du *Council of Americas* des États-Unis. On comprend avec quelle satisfaction Cristina Kirchner, quatre ans après, rappelait, dans un discours prononcé à l'ambassade d'Argentine en France, en février 2007, l'énorme chemin parcouru par son époux-président : « Nous avons plus de chômeurs que de votes ! », dit-elle dans une synthèse éloquente.

LA MÉTHODE KIRCHNER

Le président Kirchner saura compenser sa faiblesse de départ par une politique acharnée et volontariste, destinée à refaire l'autorité de l'État et particulièrement du pouvoir exécutif. Il réussit en quatre ans à devenir l'homme politique incontournable de l'Argentine. Il s'affranchit de la tutelle encombrante de la famille Duhalde, il s'affranchit des boulets de l'appareil péroniste, il affranchit le pays de la tutelle du Fonds monétaire international – grâce à une politique concertée avec le Brésil et le Venezuela –, il donne à la Cour suprême de justice la possibilité d'un prestige professionnel et d'une indépendance dont elle n'avait jamais joui, il affiche enfin en matière de droits de l'homme une politique intransigeante destinée à combattre l'impunité. Dans le domaine économique, Kirchner continue la politique inaugurée par le ministre Roberto Lavagna, et il réussit même à poursuivre la croissance en s'affranchissant de celui qui l'avait mise en œuvre, mais n'était pas complètement d'accord avec

son style intransigeant de négociation de la dette. Kirchner dit en même temps au revoir au FMI et au ministre Lavagne, qui fut remplacé, en décembre 2005, par une personne de son équipe, mais complètement dévouée au président « bagarreur ». Pour la première fois, une femme, Felisa Micceli, devient ministre de l'Économie en Argentine⁴.

Pour cette opération de renversement d'une situation défavorable, Néstor Kirchner ne s'appuie que sur une poignée d'amis et de fidèles, qui l'ont accompagné pendant plus de quinze ans à la mairie de Rio Gallegos et à la *gobernación* de la province de Santa Cruz. Les membres de ce petit groupe sont baptisés « pingouins » par l'ineffable humour argentin, en référence à cette espèce particulièrement prolifique dans le paysage froid de l'extrême sud du pays, et donc dans la province dont Kirchner est originaire. *Pingüinos* et *Pingüinas*, c'est un surnom que Kirchner et ses fidèles adoptent et popularisent avec plaisir, avant même la sortie du film *La Marche de l'empereur*. L'expression « une poignée d'amis et de fidèles » doit être prise littéralement. En effet, le président Kirchner réussit l'extraordinaire exploit de n'avoir pas convoqué une seule réunion de son Conseil de ministres. Ce qui veut dire que les ministres et secrétaires d'État apprennent par les médias les orientations et la marche du gouvernement. Cette méthode, qui privilégie les relations interpersonnelles avec le chef, est une source inépuisable d'intrigues de toutes sortes. C'est aussi une des raisons du rôle de plus en plus important des médias dans le débat politique argentin.

Lors de l'investiture présidentielle, le 25 mai 2003, le nouveau président annonça un programme de changements profonds dans la vie du pays : « Il vient de s'achever en Argentine une façon de faire de la politique et de mettre en cause l'État. Par mandat populaire, par compréhension historique et par décision politique, celle-ci est l'opportunité de la transformation, du changement culturel et moral que l'heure nous demande. Changement, c'est le nom du futur. Il faudra beaucoup de travail et d'effort pluriel, diversifié et transversal aux alignements partisans. Il faut réconcilier la politique, les institutions et le gouvernement avec la société⁵ ». Dans les pages qui suivent, nous essayerons d'évaluer si ces promesses de changement ont pu être menées à bien, par quelles méthodes et avec quels atouts. Cette présentation et cette rétrospective se nourrissent du dialogue avec les auteurs ici réunis et des échanges avec les spécialistes et les acteurs de la vie argentine, lors des réunions mensuelles de l'Observatoire de l'Argentine contemporaine.

Une reconstruction problématique, ambiguë et inachevée

Le président Kirchner, élu avec le pourcentage de voix le plus faible de toute l'histoire de la démocratie argentine, réussit à produire un renversement assez spectaculaire des principales données de la

vie argentine. Quatre ans après, un constat s'impose : à partir de sa faiblesse de départ, il a su construire un pouvoir présidentiel fort et une légitimité dans l'opinion, au point que, maintenant, les mêmes analystes qui dénonçaient sa faiblesse l'accablent de critiques sur sa vocation « autoritaire » et « hégémonique ».

Il est tentant d'affirmer que la croissance économique explique le succès du président Kirchner. Le dernier communiqué de presse du CESP, dirigé par notre collègue Jorge Schvarzer, sur le « Bilan de l'activité productive en 2006 », indique la « consolidation de la croissance et la solidité financière pour la quatrième année consécutive ». C'est la « croissance la plus accélérée et la plus constante qu'a connue l'Argentine depuis cinquante ans »⁶. Toutes les variables économiques sont hautement favorables : comptes courants positifs, dynamisme des exportations, expansion du PBI, excédent fiscal, accumulation de réserves, 8,5 % de croissance du PBI, capacité de l'industrie installée et expansion de plus de 15 % en deux ans, particulièrement dans la construction. Pourtant, le gouvernement considère qu'il y a des chiffres qu'il convient de ne pas montrer. Au point qu'un conflit éclate entre le pouvoir exécutif et les employés de l'Institut national des statistiques, l'INDEC, concernant les critères de mesure de l'inflation et de la pauvreté. Selon les groupes les plus radicalisés des *piqueteros*, il y aurait encore 11 000 000 de pauvres et 1 600 000 indigents en Argentine. Ce qui représente, de toute façon, un recul très important par rapport aux chiffres dramatiques de 2001-2002 (quand presque la moitié de la population argentine se trouvait sous le seuil de pauvreté). La croissance économique n'est pas l'œuvre de simples forces du marché. Il y a bien eu un projet économique et politique derrière cette croissance. Il y a eu, en Argentine, une importante réflexion collective sur les programmes économiques susceptibles de sortir le pays du marasme. Le « Plan Phénix », élaboré par une équipe d'économistes de l'Université de Buenos Aires⁷, contient des propositions de relance qui n'attendaient que la volonté d'un décideur politique pour montrer son bien-fondé et faire ses preuves.

Moraliser la vie politique argentine ?

Pour expliquer la récupération argentine des dernières années, nous revenons sur la primauté de la décision politique. La recomposition argentine que la présidence de Néstor Kirchner a su mettre en œuvre est le résultat d'une vigoureuse volonté politique, doublée d'une audace personnelle et d'une capacité de comprendre l'agenda que les citoyens argentins avaient exprimé, de façon radicale, en décembre 2001. La politique professionnelle était arrivée à son plus bas niveau de considération et de popularité. Pour Néstor Kirchner, la recomposition de la vie politique argentine et de l'autorité de

l'État devait s'appuyer sur deux piliers fondamentaux : la lutte contre l'impunité et la démocratisation de la justice. Pour ce faire, il agit vite et bien, pendant les cent premiers jours de son gouvernement, avec un dynamisme et une capacité à trancher dans les grands dossiers, que la citoyenneté argentine et les nombreuses et actives ONG avaient réussi à mettre en avant, depuis la crise de décembre 2001.

C'est par un discours diffusé par la radio et la télévision, deux jours après son arrivée à la présidence, que Kirchner affirme sa volonté d'en finir avec une cour de justice indigne de ce nom. Le décret du 19 juin 2003, autolimitant la faculté constitutionnelle du pouvoir exécutif à désigner les membres de la Cour suprême, est une mesure d'une importance capitale, destinée à mettre fin à la longue et triste histoire d'absence d'autonomie du pouvoir judiciaire argentin. L'article de Yanina Guthman, dans le présent ouvrage, nous renseigne sur cette absence d'autonomie que les spécialistes appellent « état d'impunité structurelle » et nous éclaire sur la réforme opérée sous l'impulsion du président Kirchner, et dont les principaux critères avaient été élaborés auparavant par des associations de la société civile.

La réforme de l'ancienne cour de justice tant discréditée s'est opérée par la destitution parlementaire des membres les plus compromis dans les affaires scandaleuses de l'époque de Menem et par la nomination de nouveaux magistrats, dont le prestige professionnel est reconnu internationalement. Pour cette nomination, une procédure nouvelle fut mise en place, permettant à la citoyenneté de s'impliquer et de poser des questions aux magistrats. Cette procédure participative, les débats passionnés avec des centaines d'observations en faveur ou contre les prétendants, fut une grande nouveauté dans la vie argentine. Entre autres mérites, elle apporta de l'oxygène dans une situation qui ne laissait pas prévoir une sortie de crise aussi stimulante. Les critiques légitimes contre la réforme ultérieure d'une autre instance fondamentale du pouvoir judiciaire, le Conseil de la magistrature, ne sont pas à même de faire oublier que l'Argentine dispose maintenant d'une Cour suprême de justice capable de jouer un rôle incontournable et décisif face au pouvoir exécutif. Les innovations d'une telle situation n'ont pas fini de se faire sentir et auront un rôle à jouer dans les années à venir.

Des nouvelles alliances internationales ?

Au niveau international, le pays était isolé après la déclaration de cessation de paiement. La recomposition argentine trouve alors un fort lieu d'ancrage dans l'intégration régionale sud-américaine. En effet, pour aborder la renégociation de la dette, le gouvernement argentin s'est appuyé sur une solidarité régionale, dont les partenaires principaux sont le Brésil et le Venezuela. La relation bilatérale de plus en plus privilégiée avec le Venezuela d'Hugo Chávez comporte, pour

l'Argentine, des risques qui sont analysés dans le présent ouvrage. Il nous fallait essayer de comprendre la relation nouée entre les présidents Chávez et Kirchner qui, donnant lieu à une situation radicalement nouvelle et riche de potentialités, n'en est pas moins porteuse de fortes tensions à venir, et capable de changer durablement la donne géopolitique régionale.

Néstor Kirchner fut un président par défaut et le dernier maillon, le plus faible, de la classe politique argentine. Mais il est aussi le « maillon manquant »⁸, le maillon qui lie l'Argentine d'aujourd'hui à l'expérience avortée de démocratisation de 1973. Dans notre interprétation, c'est un élément important pour comprendre les relations que l'Argentine de Kirchner entretient avec le Venezuela d'Hugo Chávez. Sans le *Caracazo* de 1989 et sans les *cacerolazos* de 2001, ni Chávez ni Kirchner ne seraient tout à fait ce qu'ils sont : des acteurs politiques « imprévus » propulsés par des crises économiques, sociales et politiques profondes. Ils ne peuvent se comprendre que par l'épuisement du modèle démocratique à faible intégration sociale qui, malgré les promesses et l'enthousiasme initial, a fini par exclure la majorité de la population, aussi bien en Argentine qu'au Venezuela.

Kirchner est un président méticuleux et un orateur médiocre, mais son discours est à l'opposé de la langue de bois. Quand il improvise, il sait trouver des formules simples qui touchent le cœur de ses compatriotes. Il est marqué par le syndrome du survivant. Il entretient un rapport complexe, voire ambigu, avec des figures tutélaires de l'histoire nationale (Juan Domingo Perón) et de l'histoire latino-américaine (Fidel Castro, Ernesto « Che » Guevara). C'est une affaire de tempérament et d'histoire individuelle. Kirchner est un civil qui fait une lecture critique de la dérive militariste de l'histoire argentine. La discipline sociale par la terreur et le bain de sang durant les années de plomb ont complètement délégitimé les forces armées argentines. L'armée ne pouvait pas jouer le rôle qu'elle a joué au Venezuela, ou à d'autres moments de l'histoire argentine. Dans ce contexte, Kirchner est venu sauver la classe politique argentine (après le raz-de-marée exprimé par le mot d'ordre du *cacerolazo* « Qu'ils s'en aillent tous ! »). Chávez a laminé, pulvérisé, l'ancienne classe politique vénézuélienne. La différence est de taille : une révolution atypique au Venezuela face à une recomposition démocratique inédite et inachevée en Argentine. Mais il y a un point important qui rapproche l'expérience des deux pays : la démocratie représentative n'est pas le seul espace institutionnel pour l'arbitrage des conflits. D'autres pays de la région sont en train de vivre le même processus. Une autre démocratie est en construction, c'est un des apports, sans doute le plus original, de l'Amérique latine à ce moment de notre histoire mondiale.

Le président Kirchner se reconnaît dans une tradition politique qui a exercé une influence majeure depuis cinquante ans en Argentine : le péronisme. Il appartient à la classe politique de la démocratie post-dictatoriale. Il est certes un péroniste de gauche, marginal et périphérique, comme la province qu'il a gouvernée pendant presque douze ans et où il est né. Mais il est péroniste, et se reconnaît dans une tradition et dans un moment historique fondateur. Tandis que le « chavisme » se perçoit comme une nouveauté totale et radicale dans la société vénézuélienne, le « kirchnerisme » se perçoit comme le survivant ou le « maillon manquant » d'une histoire argentine où les pages de gloire ont déjà été écrites. Écrites et déchirées, donc, le rôle de Kirchner est de recomposer, tandis que celui de Chávez est de tout inventer.

LES LIMITES DE LA RECOMPOSITION

Les limites de cette recomposition nécessairement inachevée tiennent aux nombreux dossiers et conflits qui se sont ouverts pendant l'administration Kirchner, certains inattendus, comme celui qui a éclaté avec la République sœur de l'Uruguay à cause de l'installation des papeteries industrielles, considérées comme polluantes, sur le fleuve qui sépare les deux pays. Cette installation, récusée par des associations écologistes, est à l'origine d'un malheureux conflit entre les deux pays si proches et partenaires de longue date. L'échec de la médiation diplomatique bilatérale ou des instances sud-américaines est flagrant. Lors de cet interminable conflit, l'Argentine et l'Uruguay ont fait appel à la médiation de la Cour de La Haye et du roi d'Espagne. La société argentine a perdu patience et a réagi de façon épidermique à chaque tentative d'apaisement ou de médiation. Les voisins de Gualeguaychú, dans la province argentine d'Entre Ríos, qui entretiennent avec le fleuve Uruguay un rapport privilégié, ont créé une « assemblée écologiste » qui reprend les traditions créatives et musclées de l'Argentine en crise : les assemblées de quartiers et les *piqueteros*. Pour protester, les voisins de l'assemblée de Gualeguaychú coupent systématiquement le pont de passage vers la République de l'Uruguay. Le président uruguayen Tabaré Vazquez, un médecin socialiste, ne comprend toujours pas que le président Kirchner refuse d'envoyer la police pour y mettre un peu d'ordre.

Des nouvelles exigences sociales

La même réactivité sociale est apparue en Argentine lors de l'incendie de *República Cromañón*. Les parents des 194 jeunes, morts lors de l'incendie de cette discothèque de la ville de Buenos Aires, le 30 décembre 2004, n'ont pas cessé de demander justice, exigeant

que les principaux responsables politiques de la ville démissionnent. Après un long combat, et de nombreux excès de gens acculés par la somme d'horreurs cumulées, les familles des victimes ont obtenu gain de cause en imposant la démission d'Aníbal Ibarra, le maire de Buenos Aires. Le président Kirchner a tout fait pour maintenir à flot ce survivant des *cacerolazos*, ce militant de la gauche péroniste et du FREPASO, ancien allié du président De la Rúa. En effet, grâce à l'appui du président Néstor Kirchner, Aníbal Ibarra réussit à se faire réélire maire de Buenos Aires, lors d'un deuxième tour contre le président de Boca Juniors, Mauricio Macri, en septembre 2003. Mais un an après sa réélection, l'incendie de la discothèque *República Cromañón* pulvérisa son capital politique. La thèse de l'innocence d'Aníbal Ibarra, soutenue par les principales associations de droits de l'homme d'Argentine ainsi que par le président Kirchner lui-même, n'a pas été retenue par la plupart des familles des victimes ni par les membres de la législature de la ville de Buenos Aires. Il fut destitué de sa responsabilité de maire, le 7 mars 2006. Voilà l'exemple d'une figure politique, somme toute de la gauche réformatrice, évincée par une fronde populaire qui a su s'appuyer sur les possibilités institutionnelles du système démocratique. Aníbal Ibarra aurait pu être un maillon manquant dans la recomposition de la gauche argentine, à l'égal de son ami l'ex-vice-président Carlos « Chacho » Alvarez. Or, en octobre 2000, ce dernier démissionne en cavalier solitaire, en tant que vice-président de la République, pour dénoncer une grave affaire de corruption au Sénat. Aníbal Ibarra, élu maire de Buenos Aires en mai 2000, était son jeune allié politique, mais il a préféré rester à la mairie et conserver son poste, négociant l'appui de tous les présidents du pays après la crise de 2001. Tous les deux ont échoué, leur échec politique est évident.

Une classe politique en sursis

Les membres de la classe politique argentine continuent de sous-estimer l'onde de choc de la révolte populaire de décembre 2001. En l'absence d'un renouvellement de la culture politique argentine, une certaine droite vient de prendre sa revanche. Mauricio Macri, président de la populaire équipe de football, Boca Juniors, a triomphé aux élections municipales portègues, qui ont été anticipées pour ne pas coïncider avec les présidentielles d'octobre. Plusieurs partis de gauche ont appelé à voter le candidat du président Kirchner, le jeune ministre de l'Éducation, Daniel Filmus. Or, le triomphe du candidat de l'opposition, avec 61 % des voix, est un revers important pour les aspirations hégémoniques d'un président qui, jusque-là, n'a pas trouvé les mécanismes pour dialoguer ni avec l'opposition, ni avec les citoyens en colère. Néstor Kirchner a l'habitude de dire « à ma gauche, l'abîme ». En effet, la dispersion des groupes de gauche et leur

absence d'un programme commun de gestion alternative, ainsi que leur fondamentalisme doctrinal, laissent un vide que les mouvements sociaux remplissent tant bien que mal, et parfois de façon explosive.

La société argentine a perdu patience. Elle a une soif de justice immense et insatisfaite. Elle n'est pas prête à brader une certaine idée de la démocratie mise en mouvement à partir des journées de décembre 2001. La boutade selon laquelle « tous y sont restés », par allusion au fiasco de la demande considérée comme impossible et irréaliste du « qu'ils s'en aillent tous », cache mal que la classe politique argentine est en sursis. Elle continue à donner à voir des spectacles exécrables, comme dans la province de La Rioja (au centre-est du pays, près de la cordillère), dont est originaire l'ex-président Menem (ex-président qui est aujourd'hui confortablement installé dans son fauteuil de sénateur national). Le siège du pouvoir exécutif provincial, le palais du gouverneur à La Rioja, fut incendié et saccagé en mars 2007 pour une querelle intestine entre deux factions péronistes. Quoique l'affaire la plus grotesque reste celle du transfert de la dépouille de Juan Domingo Perón du cimetière de la Chacarita au mausolée de San Vicente.

D'autres exemples renvoient à la survivance de la « vieille politique »⁹, qui ne jouit plus du soutien des électeurs. Les tentatives de réformes constitutionnelles, pour obtenir des réélections indéfinies, ont reçu un sérieux revers en octobre 2006. Le triomphe du « non » aux élections où le gouverneur de la province de Misiones, soutenu par le président Kirchner, souhaitait réformer la Constitution provinciale pour obtenir sa réélection indéfinie, fut plus qu'un signal d'alerte. Face à l'ampleur de la défaite, Kirchner reconnut vite son erreur en obligeant plusieurs de ses amis gouverneurs à renoncer à se représenter à la tête leurs provinces. L'émergence d'un genre de dirigeant politique atypique, tel que Juan Carlos Blumberg, entrepreneur dont le fils Axel fut tué par des malfaiteurs lors d'un kidnapping, est également l'indice d'une volonté de renouveau politique encore non articulée au niveau national. La citoyenneté est disponible pour la mise en place de nouvelles forces politiques qui correspondent aux besoins du XXI^e siècle argentin. Ce besoin se fait sentir également dans le paysage syndical. Les nouveaux conflits salariaux ne peuvent plus être canalisés par la vieille CGT, qui concentre les pires réflexes du syndicalisme péroniste. Mais la CTA, centrale syndicale relativement nouvelle, créée en 1992, n'obtient toujours pas la reconnaissance légale qu'elle demande.

Comment prendre en charge la violence sociale ?

Depuis la mort de plus de trente manifestants des 19 et 20 décembre 2001, et surtout depuis la mort de deux jeunes piqueteros,

le 26 juin 2002, par l'action de la police de la province de Buenos Aires, le président Kirchner a engagé un programme de survie pour son gouvernement, s'appuyant aussi sur des convictions politiques qui furent celles de sa génération : pas de répression des manifestations populaires. La vigoureuse politique contre l'impunité concernant les crimes commis pendant la dictature ne pouvait pas faire l'impasse sur les crimes commis en démocratie. D'autant plus que les associations de droits de l'homme maintiennent une activité d'alerte et de mobilisation et qu'elles ont créé un modèle de militantisme qui a fait ses preuves et a obtenu de nombreux succès. Nous avons déjà expliqué que les assassinats de Maximiliano Kosteki et Darío Santillán ont précipité la sortie électorale d'avril 2003. Les associations des parents des deux jeunes victimes, avec le soutien de groupes bien organisés de piqueteros et d'avocats bénéficiant d'une culture juridique argentine, dont la masse critique contre l'impunité a atteint un niveau d'expertise enviable, ont obtenu que justice soit rendue par rapport aux auteurs matériels du crime. Il est stimulant d'aller voir le *Journal du procès*¹⁰ de ce que l'on appelle là-bas « le massacre d'Avellaneda ». À l'instar du *Journal du procès* contre les juntes militaires en 1985, on a laissé à la postérité un document de première main sur une bataille juridique et historique exemplaire. La société argentine pourrait s'en réjouir : les deux auteurs des assassinats, un commissaire et un agent de la police, ont été condamnés à la prison à perpétuité, en janvier 2006. Or, cet acte de justice fut considéré comme insuffisant. Les responsables politiques de la répression, à l'encontre desquels une procédure juridique fut également établie, conservent presque tous un rôle dans la vie institutionnelle argentine : la plupart sont aujourd'hui des députés. Les amis et les familles des victimes considèrent que le président de la République, qui a donné l'ordre de réprimer (Duhalde), et le gouverneur de la province de Buenos Aires (Felipe Solá) sont les responsables politiques directs et qu'ils doivent aller en prison. Jusqu'où pourront-ils aller dans leur exigence de justice ?

Dans un pays où les manifestations de rue ne font qu'augmenter, l'application d'une position de principe opposée à la répression policière n'est pas facile à mener. Malgré une volonté politique ferme dans ce sens, le président Kirchner doit déplorer deux morts pendant son mandat : celle d'un policier dans la province de Santa Cruz, en février 2006, et celle d'un syndicaliste enseignant dans la province de Neuquén, en avril 2007. Le premier, le sous-officier Jorge Sayago, fut tué par les coups de manifestants enragés dans la province du président, lors de l'encercllement musclé du commissariat de Las Heras : des militants étaient venus réclamer la liberté d'un dirigeant syndical pétrolier. Le long conflit des travailleurs pétroliers dans la province de Santa Cruz n'eut d'égal que le conflit des enseignants dans la

province de Neuquén et dans tout le pays, pendant les mois de mars et avril 2007. Il s'agit des conflits syndicaux les plus importants qu'a dus affronter l'administration Kirchner. La récupération économique réveille les luttes pour la redistribution des richesses et l'augmentation salariale. Or la mort de l'enseignant Carlos Fuentealba, à Neuquén – à cause d'une grenade à gaz lacrymogène lancée à moins d'un mètre de distance par un policier –, fut réabsorbée par le président Kirchner. Tous les secteurs de la vie nationale ont dénoncé la mort de Fuentealba, mais le pouvoir exécutif réussit à se démarquer de la répression et à centrer ses critiques contre le gouverneur de la province qui avait donné l'ordre de réprimer : Jorge Sobisch. La mort du policier dans la province de Santa Cruz a provoqué la démission du gouverneur Acevedo, ami personnel du président Kirchner. La mort de Fuentealba, dans la province de Neuquén, n'a eu pour l'instant pour effet que d'amoindrir les chances présidentielles de Jorge Sobisch, gouverneur opposé à Kirchner.

Les sociétés ont horreur du vide. Les crises de représentation finissent toujours par se résoudre. Mais les demandes sociales dans des sociétés si mobilisées ne sont pas prêtes à se taire. La société argentine souhaite plus de justice et plus de justice sociale. Que ce soit pour l'obtenir ou pour l'empêcher de l'obtenir, les violences sociales sont-elles inéluctables ? Il faudrait ajouter que le bon exemple ne vient pas nécessairement d'en haut. En mars 2005, le conflit avec l'Église prend une tournure inhabituelle à cause d'une déclaration extrêmement violente de Mgr Antonio Baseotto, évêque des armées. Pour exprimer son désaccord sur l'assouplissement de la loi interdisant l'avortement (proposé par le ministre de la Santé de Kirchner), l'évêque aux armées adresse une lettre au ministre Ginés Gonzalez García, affirmant que, selon l'Évangile, « les personnes favorables à ces mesures méritaient de finir au fond de la mer, une pierre attachée autour du cou ». Des propos d'autant plus choquants en Argentine qu'ils renvoient à une réalité tristement célèbre : les vols de la mort pendant la dictature militaire. Ayant fait de la lutte contre l'impunité l'un des axes principaux de sa politique, Néstor Kirchner pouvait difficilement tolérer qu'un homme d'Église propose publiquement que le pays se débarrasse de cette manière-là des partisans de la dépénalisation de l'avortement, de surcroît un membre de son gouvernement. Il n'a pas hésité à retirer à Antonio Baseotto son accréditation et à le démettre de ses fonctions de sous-secrétaire d'État, le privant également de son salaire mensuel de 5 000 pesos (1 300 euros). La séparation des pouvoirs entre l'État et l'Église n'existant pas en Argentine, c'est par un décret présidentiel qu'Antonio Baseotto avait reçu la charge d'évêque des armées, sur proposition de l'Église. « Cet accord n'a plus cours », a expliqué Alberto Fernandez, chef de cabinet du président argentin. Privé de son accréditation, Mgr Baseotto ne

peut donc plus exercer son ministère de manière officielle auprès des forces armées. Une situation qualifiée, par le porte-parole du Vatican Joaquin Navarro Valls, de « violation de la liberté religieuse ». Rejetant cette affirmation, les autorités argentines ont rappelé qu'elles avaient transmis au Vatican, par le biais du nonce apostolique, une demande de remplacement de l'évêque des armées. Et elles insistent sur le fait qu'il pourra continuer à remplir ses obligations pastorales dans le pays, afin d'éviter une crise avec le Vatican. Cette question de société devrait continuer à prendre de l'ampleur dans l'avenir. L'avortement est une pratique très répandue en Argentine malgré son interdiction officielle¹¹. Sur ce thème et sur beaucoup d'autres encore, l'Église catholique argentine est de plus en plus prête à jouer le rôle de chef de file de l'opposition.

L'absence de partis politiques nouveaux

Le président Kirchner a su recomposer l'autorité du pouvoir exécutif, mais il n'a pas œuvré à la construction d'une nouvelle force politique. C'est une tâche qu'il se réserve pour la prochaine période présidentielle, pour laquelle il a déclaré ne pas vouloir être candidat. Il n'a pas pu intervenir dans la reformulation du système des partis politiques argentins. Son idée d'une grande force de centre gauche et une autre de centre droit commence à se dessiner, mais informellement. L'urgence de la conjoncture l'amena à s'appuyer sur la machine de l'appareil péroniste qui lui donna les soutiens parlementaires et le pouvoir dans les provinces. Il a réussi à éloigner Duhalde de la direction du parti péroniste de la province de Buenos Aires, mais, au niveau national, le parti est sous tutelle, donc « au congélateur », depuis l'échec du congrès de Parque Norte de mars 2004. Kirchner a réussi à diviser le parti radical et à coopter une partie de ses dirigeants, comme il avait pu le faire avec les mouvements associatifs (droits de l'homme, *piqueteros*, etc.). Mais le seul système qu'il a instauré est celui des fidélités interpersonnelles. L'allégeance à sa personne et à son œuvre de gouvernement est le seul instrument dont il dispose pour organiser un parti politique moderne, peut-être la troisième force historique qui, jusqu'à présent, ait jamais pu se construire en Argentine. Or les luttes de factions, inhérentes à la culture politique argentine, ne sont pas de bon augure. La fin de son mandat apparaît troublée par des affaires de corruption qui éclatent au grand jour et dont on soupçonne qu'elles sont attisées par des factions rivales à l'intérieur du gouvernement.

En l'absence d'un parti péroniste démocratisé, sans élections internes ouvertes, la prochaine élection présidentielle se fera par l'intermédiaire des fronts électoraux qui continuent à gommer les frontières des partis politiques traditionnels, le radicalisme et le péronisme, mais sans arriver encore à les remplacer. Si la candidate

officielle est finalement Cristina Fernández, épouse du président, comme tout semble l'indiquer, les atouts et les inconvénients dériveront de cette condition endogamique. Les plus critiques crieront au népotisme, négligeant qu'elle est dans le petit groupe des décideurs de l'administration Kirchner l'une des mieux formées et des plus capables. Les partisans de cette option féminine pour continuer l'œuvre initiée par Néstor Kirchner soulignent que, depuis le 25 mai 2003, le pays est dirigé par un couple qui se distingue fortement d'autres couples politiques de la scène internationale. C'est un couple dont la solidarité et l'intégrité n'ont pas été ébranlées en trente ans de partage de vie militante et professionnelle. Dans le pays d'Eva Perón, la tradition militante de la « branche féminine » qu'elle a su mettre en place dans les années 1950 a accouché d'un modèle de dirigeante politique dont Cristina Kirchner est une expression à la fois moderne et traditionnelle. Ce mélange d'atouts féminins exacerbés et de passion politique indomptable, accompagné d'une sagacité intellectuelle très argentine, doublé d'un pragmatisme très péroniste, font de Cristina Kirchner une digne héritière. Mais au-delà de toute comparaison avec la figure emblématique d'Evita – toujours déplacée et intenable –, la candidate officielle pressentie est, surtout, la seule et unique héritière de l'œuvre commencée par son époux. Ce qui en dit long sur l'absence d'instruments collectifs capables d'opérer un renouvellement de la vie politique argentine. La Constitution argentine n'interdit pas une succession présidentielle à l'intérieur d'une même famille. Le vrai handicap de la plus que probable candidature présidentielle de Cristina Kirchner tient au fait qu'elle n'est pas le résultat d'un débat collectif et d'une confrontation politique à l'intérieur d'un parti organisé. Force est de constater que la société argentine n'est pas encore arrivée à ce niveau de débat démocratique. C'est la limite la plus importante de la recomposition mise en œuvre ces quatre dernières années. Les articles complémentaires de Silvia Sigal et Gabriel Vommaro illustrent ici de façon minutieuse les itinéraires, les va-et-vient, les zigzags du péronisme argentin et la façon dont Néstor Kirchner use et abuse de son appartenance à cette force historique : ce péronisme qui n'en finit pas d'enterrer ses vieux démons ; qui n'en finit pas non plus d'enterrer ses morts, surtout le plus illustre d'entre eux¹².

LA POLITIQUE DE « MÉMOIRE, VÉRITÉ ET JUSTICE » DU PRÉSIDENT KIRCHNER

De toutes les innovations introduites sur la scène argentine par le président Kirchner, c'est sa politique de mémoire, vérité et justice qui constitue l'axe majeur, sorte de « colonne vertébrale » de la recomposition qu'il a mis en œuvre. Kirchner a réussi à mettre en place une ligne cohérente destinée à favoriser le jugement de tous

les crimes de lèse-humanité. Sa lecture de la crise morale argentine arrive à une conclusion : l'impunité sur les crimes d'hier ouvre les portes à tous les abus sur les crimes d'aujourd'hui. La recomposition morale de la société argentine ainsi envisagée commence par le projet du pouvoir exécutif du 3 juin 2003 visant à annuler les « lois du pardon ». Le projet de loi, approuvé par les députés et les sénateurs en août 2003 lors d'une séance historique, retransmise par des haut-parleurs à des milliers de citoyens réunis place des Deux Congrès, fut ratifié par la nouvelle cour de justice, lors de sa sentence de juin 2005. L'annulation des lois de Point final (1986) et d'Obéissance due (1987) – promulguées à l'époque d'Alfonsín, sous pression des rébellions militaires – autorise la continuation des poursuites judiciaires pour les crimes commis pendant la dictature. Cette annulation des « lois du pardon » affirme les principes des droits de l'homme et le caractère imprescriptible des crimes contre l'humanité. La primauté du droit international (nombreux accords internationaux signés par l'Argentine) sur le droit interne est une nouveauté juridique considérable dans la jurisprudence argentine. Les « lois du pardon » sont déclarées inconstitutionnelles parce qu'elles s'opposent aux traités internationaux célébrés par l'Argentine.

La construction d'une légitimité d'ordre moral

La politique du président Kirchner sur cette question centrale ne fait que relayer, avec tout le pouvoir de l'État, les nombreuses initiatives conçues par les organismes de droits de l'homme. Des antécédents importants existaient aussi au niveau législatif. Par exemple, le 5 janvier 1998, un groupe de députés avait présenté un projet destiné à annuler les lois d'impunité ; puis les deux Chambres – celle des députés et celle des sénateurs – avaient voté, le 24 mars 1998, l'abrogation de ces lois, sur fond de grandes manifestations de commémoration du 22^e anniversaire du coup d'État. L'abrogation des lois n'étant pas rétroactive, la possibilité de jugements selon cette norme restait limitée à toute situation future de violation des droits de l'homme. En octobre 2000, lors de l'affaire judiciaire concernant un cas d'appropriation de mineurs – celui de Claudia Poblete –, le CELS, Centre d'Études légales et sociales, une ONG très active en matière de défense des droits de l'homme, avait fourni une longue démonstration sur l'anticonstitutionnalité des « lois du pardon ». En 2001, le juge Cavallo, en réponse à la demande du CELS, produit une sentence sur l'anticonstitutionnalité des lois de « Point final » et d'« Obéissance due ». L'argument principal étant que la Constitution réformée en 1994 avait incorporé les traités internationaux sur les droits de l'homme, dont celui qui déclare imprescriptibles les crimes de lèse-humanité.

La volonté présidentielle avait donc des antécédents juridiques,

politiques et sociaux qu'il convient de ne pas sous-estimer. Le travail obstiné de recherche de vérité et de justice fut réconforté par les événements des 19 et 20 décembre 2001. Face à l'état de siège décrété par l'ex-président De la Ruá et face aux trente-trois morts de ces jours mémorables, la société entière reprit la bannière du *Nunca más*, « Plus jamais ça » et démontra par les faits qu'elle ne pouvait plus être gouvernée par des régimes autoritaires, civils ou militaires. Le long cycle historique du XX^e siècle argentin étant refermé, l'initiative du président Kirchner d'annuler les lois d'impunité ouvre une période nouvelle qui, en moins de quatre ans, réussit à redessiner la mémoire collective argentine. La légitimité d'ordre moral qui confère à Kirchner cette initiative est difficilement contestable. D'autant plus que le président et son petit cercle de confiance vont insister dans cette ligne de conduite marquée par l'intransigeance et la nouveauté.

Fort de son premier triomphe politique contre l'impunité : l'annulation par le Parlement argentin des « lois du pardon », en août 2003, Kirchner fait sa première présentation internationale, devant l'Assemblée des Nations unies, le 25 septembre 2003. Son message est clair, fort et plein de sens : « Nous sommes les enfants des Mères de la place de Mai », dit-il dans son discours. Pas d'ambiguïté dans cette filiation, qui n'est pas non plus une figure de rhétorique. C'est dire au monde entier que le président de l'Argentine, après la crise majeure de son histoire, après la terrible débâcle et l'effondrement de 2001, est bel et bien un survivant du terrorisme d'État. Un survivant qui annonce qu'il ne va pas trahir la cause pour laquelle des milliers d'Argentins, en plus de vingt ans de vie démocratique, se sont mobilisés avec obstination, patience et créativité. Un survivant devenu président, qui se réfère à l'autorité morale de l'institution argentine la mieux connue au monde et la plus respectée¹³.

Avec ces antécédents, il fallait bien que le pouvoir exécutif produise un événement majeur, à l'occasion du 24 mars 2004, nouvel anniversaire du coup d'État de 1976. Depuis le retour de la démocratie, les associations de défense des droits de l'homme avaient investi cette date pour organiser des marches imposantes et réclamer inlassablement le châtimement des coupables de la répression, la vérité sur le sort des milliers de disparus¹⁴. Néstor Kirchner se devait de produire une grande nouveauté destinée à montrer son intransigeance dans la lutte pour les droits de l'homme et contre l'impunité. Les deux initiatives qu'il décide d'accomplir lors de son premier 24 mars en tant que président des Argentins vont rester longtemps dans la mémoire collective : retirer les portraits de Videla et Bignone de la cour d'honneur du Collège militaire et ouvrir dans les locaux de l'ESMA, l'École supérieure de la marine, un « Musée de la Mémoire et pour la Promotion des droits de l'homme »¹⁵. Ce sont deux moments à forte charge émotionnelle et symbolique

dont on se souviendra par la force du message, mais aussi par les vives résistances que ces initiatives ont rencontrées. En vingt-deux ans de démocratie, les allers-retours des politiques d'État (d'abord jugement et condamnation des juntas militaires en 1985, ensuite, lois du pardon et grâce présidentielle) avaient créé une grande frustration et une forte rancune sociale. Le mot « claudication » fut collé à la classe politique, qui s'accommoda de cet état de choses. Chez les militaires, la nouvelle conscience démocratique se limitait à accepter l'inéluctable : que les affaires de l'État ne pouvaient plus être de leur compétence. Mais concernant la « guerre sale » et la condamnation du terrorisme d'État, les changements profonds de mentalité n'avaient pas eu lieu. Les travaux de Rut Diamint nous avaient déjà renseignés sur le sinueux cheminement réalisé par la classe politique pour insérer les forces armées argentines dans la vie démocratique. Son article, dans cet ouvrage, éclaire le travail qui reste encore à faire pour les démocratiser, même si elles ne sont plus « un facteur de pouvoir ».

Les militaires argentins ont réagi aux initiatives fortes du président Kirchner lors de la commémoration du 24 mars 2004 avec les moyens qui sont encore les leurs : la désobéissance et la protestation. Au Collège militaire, dans un geste presque enfantin, le portrait de Videla disparaît quelques jours avant la cérémonie où Kirchner se proposait de l'enlever de la galerie. En apprenant la nouvelle, le président ne recule pas. Il exige qu'un autre tableau soit mis à la place pour pouvoir faire vivre à tous les cadets ce moment fort : que les portraits des directeurs du Collège militaire, jugés et condamnés pour violation des droits de l'homme (lors du procès historique de 1985), soient retirés de façon publique et notoire. Nous avons choisi cet événement pour illustrer la couverture du présent ouvrage, parce qu'il résume autant les difficultés que les potentialités des initiatives présidentielles. La résistance des militaires – et des secteurs les plus conservateurs de la classe dirigeante – à la politique intransigente de Néstor Kirchner concernant le jugement et la condamnation des responsables des assassinats, tortures, appropriation d'enfants et adultération de leur identité, n'a fait que commencer avec l'affaire du tableau. Pour s'opposer à l'initiative présidentielle, les familles des cadets qui font leurs études à l'ESMA ont utilisé les mêmes moyens de pression publique que les associations de défense des droits de l'homme : présentations devant la justice et manifestations de rue¹⁶.

La « récupération » des espaces de l'horreur

Or, dans ce bras de fer, Néstor Kirchner a réussi à imposer son autorité, en phase avec une opinion publique largement majoritaire et acquise à la cause des droits de l'homme. Les deux cérémonies, au Collège militaire et à l'ESMA, ont bénéficié d'une large couverture médiatique. Le journal *Página 12*, soutenant de longue

date la cause des droits de l'homme, devenu le soutien médiatique le plus inconditionnel du président Kirchner, édite un document audiovisuel du déroulement des deux cérémonies¹⁷. L'émotion collective suscitée par l'ouverture des grilles que l'ESMA possède sur l'avenue Libertador, dans le nord-est de la ville de Buenos Aires, est difficilement racontable. Tout d'abord, sur un bureau improvisé, le président Kirchner et le maire de Buenos Aires – Aníbal Ibarra, à l'époque – signent l'accord de transfert du terrain qui appartient à la ville de Buenos Aires pour que le pouvoir exécutif puisse y créer le « Musée de la Mémoire ». Ensuite, la lecture d'une poésie d'une camarade d'études du président Kirchner, disparue, ayant été séquestrée dans les locaux de l'ESMA, Ana María Ponce, et les discours de deux jeunes Argentins de 28 ans, nés tous deux à l'ESMA pendant la captivité de leurs mères, María Isabel Greco et Juan Cabandié, donnent le ton d'une journée « clouée dans la mémoire », comme l'a dit León Gieco. Ce populaire compositeur argentin fut invité à y chanter une de ces fameuses créations dont le refrain semble taillé sur mesure pour décrire la réalité argentine, *todo está clavado en la memoria, arma de la vida y de la historia*, « tout est gardé dans la mémoire, arme de la vie et de l'histoire ». Le discours de María Isabel Greco, militante de l'association *Hijos*, n'épargne pas les alliés politiques du président Kirchner dans le parti péroniste. Sauf le président et son épouse, toutes les figures du péronisme officiel avaient été récusées par les associations de droits de l'homme¹⁸ et n'ont pu participer à la cérémonie. Seuls les deux jeunes gens nés en captivité et les chanteurs León Gieco, Víctor Heredia et Joan Manuel Serrat ont pu monter sur l'estrade officielle. Le maire de Buenos Aires, sifflé par une partie de la foule, eut un peu de mal à se faire entendre, même s'il pouvait revendiquer sa solidarité avec les familles des disparus de son lycée. C'est dire l'énorme difficulté dans le pays du « plus jamais ça » et du « qu'ils s'en aillent tous » à s'attribuer une quelconque légitimité politique pour parler des droits de l'homme. Kirchner réussit à le faire, il serait mesquin de le critiquer avec l'argument de la « récupération » parce qu'il a assumé une vieille revendication insatisfaite de la société argentine. Il est peu cohérent de solliciter des pouvoirs publics la satisfaction des demandes de justice et de s'offusquer ensuite parce que le président en personne prend en charge ces revendications et s'en sert pour asseoir sa légitimité.

Dans la foulée d'un discours où l'essentiel était de rendre hommage à ses camarades de génération et de militantisme et d'annoncer une volonté politique nouvelle pour la justice et contre l'impunité, le président Kirchner déclara : « Comme président de la nation argentine, je viens demander pardon au nom de l'État pour son silence honteux pendant vingt ans de démocratie. » C'était la phrase de trop, la phrase que l'ex-président Ricardo Alfonsín va critiquer,

à juste titre, lui qui avait abrogé le décret d'autoamnistie des juntes militaires, lui qui avait créé la Conadep (Commission nationale sur la disparition de personnes), en 1984, et ouvert ainsi la possibilité du procès exemplaire de 1985 et la condamnation des juntes militaires. Dès le lendemain, Kirchner présente ses excuses à Alfonsín pour cet abus de langage. Il est connu qu'en Argentine la psychanalyse jouit d'un fort développement. Les interprétations sur ce « lapsus » de Kirchner n'ont pas manqué. Certains vont jusqu'à affirmer qu'il s'agit d'un aveu par rapport à son propre silence de vingt ans, entre 1983 et 2003. Plusieurs articles dans la presse, et particulièrement dans le journal *La Nación*, rappellent que Néstor Kirchner et son épouse n'avaient joué aucun rôle auprès des associations des droits de l'homme : qu'ils n'avaient pas un itinéraire militant ou exemplaire à offrir dans ce domaine. Il faudrait ajouter qu'ils ne sont pas les seuls, que la génération des survivants n'a pas eu une position homogène et sans faille ; que l'avant-garde de la lutte pour les droits de l'homme est celle des familles des victimes. Le président Kirchner avait annoncé lors de son discours d'investiture : « Je fais partie d'une génération décimée, châtiée, avec des absences douloureuses, je me suis incorporé à la lutte politique avec des valeurs et des convictions qui ne vont pas rester en dehors de la Maison du gouvernement. J'ai rêvé toute ma vie de changer en bien notre pays. Et je viens le faire sans rancune, mais avec mémoire. »

Un débat historiographique nécessaire

Dans un pays où tellement d'espoirs collectifs furent contrariés, frustrés, trahis, il serait injuste de tenir rigueur à un président qui, dans le domaine de sa politique de « mémoire, justice et vérité », a tenu parole. La construction de son autorité et de son image présidentielle, Néstor Kirchner l'a opérée sur cette base morale, avec une politique soutenue contre l'impunité. Il peut donc revendiquer la satisfaction d'avoir tenu ses promesses. Dans notre interprétation, c'est la base d'une légitimité politique d'ordre moral qui est destinée à perdurer. La recomposition argentine trouve ici son point le plus haut. Mais les résistances qui se sont mises en mouvement contre la politique des droits de l'homme de Néstor Kirchner laissent augurer des batailles d'envergure qui ne font que commencer.

La cérémonie de création d'un espace de la mémoire à l'ESMA a ouvert un formidable débat qui n'a pas encore été tranché et qui durera sûrement plusieurs années. Les associations des droits de l'homme ont refusé de partager les locaux de l'École supérieure de la marine avec les militaires ; commence alors une longue et coûteuse négociation pour que toutes les installations militaires soient transférées en d'autres lieux. Seulement un des bâtiments qui fut le lieu le plus sinistre de ce camp de détention illégale fut aménagé pour une

visite guidée qui conserve sobrement le souvenir de ceux qui y ont souffert et de ceux qui ont survécu pour le raconter. Les visites se font de façon sélective et exclusive, en attendant une ouverture au public qui est promise pour octobre 2007, avant la fin du mandat présidentiel de Néstor Kirchner. Nous remercions les autorités du secrétariat aux Droits de l'homme, Eduardo L. Duhalde et Rodolfo Mattarollo, de nous avoir permis de réaliser cette visite avec les collègues du CNRS et de l'Observatoire de l'Argentine contemporaine en février 2006, à l'occasion du colloque que nous avons organisé à Buenos Aires sur « Les passés traumatiques dans les sociétés contemporaines » ; visite rendue également possible par l'ambassade de France et le travail toujours conséquent d'Hubert de Canson sur les dossiers de droits de l'homme. Nous conservons de cette visite un souvenir fort et des impressions contradictoires. Le travail collectif qui a rendu possible cet espace qui conserve la mémoire de l'horreur impose le plus grand respect. On ne peut que saluer l'obstination de la société argentine pour que la vérité sur la page la plus noire de son histoire puisse être dite. Les jeunes guides qui nous expliquaient avec distance et professionnalisme les événements atroces survenus dans cette prison illégale – dans ce musée qui n'en est pas encore un – démontrent qu'un travail d'élaboration collective fut réalisé. Or, il sera très difficile de limiter cette mémoire collective aux crimes du terrorisme d'État. La limite imposée par la justice argentine pour juger des faits de violence et de répression est celle de la responsabilité de l'État. C'est une limite juridique claire et pertinente, mais elle ne peut pas interdire la réflexion et la mémoire sur les faits de violence dus à l'action de la guérilla. Les militaires argentins font leur travail de mémoire de façon plus au moins publique. Et parfois ils ne se privent pas de franchir le pas et de revendiquer le terrorisme d'État. La limite est toujours difficile à établir. Nous y reviendrons.

La lutte contre l'oubli, pour la justice et la vérité est un travail d'envergure réalisé par la société argentine pour prendre en charge son passé traumatique. Dans ce travail de résilience, les sciences sociales ont joué un rôle important, particulièrement les sciences juridiques, l'anthropologie (*Grupo de Antropología Forense*), la psychologie sociale et la psychanalyse, sans parler bien évidemment de la médecine génétique et de la biomédecine. Le travail obstiné et la ténacité des victimes méritent d'être soulignés. L'Argentine est une chaudière où bouillonnent des mémoires en conflit, où les vainqueurs et les vaincus des tragiques années de plomb sont en train de produire leurs propres marques. Or, faire l'histoire de cette période, impliquera inévitablement de « briser le monopole des récits mémoriaux »¹⁹. Les militaires ont compris qu'il y avait là un enjeu majeur et ils ont commencé un travail de contre-mémoire et de contre-histoire dont la portée est difficile à évaluer. Il serait prudent de ne pas prendre

à la légère une association créée par les familles de presque 1 000 militaires tués durant les affrontements avec la guérilla, qui vient de se constituer, avec le nom parfaitement suggestif et programmatique de « Mémoire complète »²⁰. Toute version mythifiée de la sanglante répression militaire et des causes qui l'ont motivée ne peut déboucher que sur un révisionnisme dangereux. La fragilité et la vulnérabilité des versions manichéennes ont déjà fait bien des dégâts dans l'historiographie argentine. La prudence des historiens argentins pour aborder l'histoire contemporaine est plus que compréhensible. Les événements furent vertigineux et les courants les plus traditionnels de l'historiographie argentine ont toujours regardé avec méfiance les possibilités heuristiques de l'histoire du temps présent²¹. Comme pour d'autres problèmes historiques, ce vide fut rapidement comblé par les courants de l'historiographie militante, corporation particulièrement prolifique au pays. Par ailleurs, le chaos proverbial des archives argentines décourage de s'aventurer dans des eaux aussi troubles, à moins que le chercheur dispose d'une infrastructure d'archives et de bibliothèques, inexistante aujourd'hui en Argentine. Pour l'instant, le travail de production intellectuelle d'envergure ne se fait pas sous l'impulsion de l'État. Le travail du réseau « *Memoria Abierta* »²² et du groupe de recherche, sous la direction d'Elisabeth Jelin, « *Memorias de la Represión* »²³ sont les deux plus importants à signaler. Les espoirs suscités par la possible ouverture d'une Archive générale de la mémoire, sous la direction du secrétariat des Droits de l'homme (ministère de la Justice) dans l'un des dix-sept bâtiments de l'ESMA, sont attendus par la communauté scientifique, nationale et internationale. Si c'était le cas, le geste du président Kirchner, le 24 mars 2004, aurait une ampleur plus que symbolique.

Le 30^e anniversaire du coup d'État

Dans le cadre de l'impulsion par l'État des politiques de « mémoire, vérité et justice », la préparation du 30^e anniversaire du coup d'État, le 24 mars 2006, a pris une envergure toute particulière. Aussi bien en Argentine que dans les principaux pays où les exilés argentins de l'époque de la dictature avaient noué de solides liens de solidarité envers les victimes, d'importantes manifestations ont eu lieu. Quelques jours auparavant, le pouvoir exécutif fait approuver une loi déclarant le 24 mars « Jour national pour la Mémoire, la Vérité et la Justice ». Malgré l'opposition des députés du parti radical, qui affirmaient que cette dénomination existait déjà, selon une loi votée en 2002 mais qui ne déclarait pas ce jour férié. Malgré l'opposition d'une partie importante des associations de droits de l'homme, qui y voyaient une association indésirable entre « férié » et « festif » et qui souhaitaient maintenir la journée ouvrable pour que des débats soient organisés dans les écoles et les lieux de travail. D'autres députés, par ailleurs,

soutenaient qu'il serait plus utile de débattre d'une loi d'annulation des grâces présidentielles octroyées par Menem.

Le matin du 24 mars, le président Kirchner organise à nouveau une cérémonie au Collège militaire en présence de nombreuses personnalités liées aux droits de l'homme. Son discours est une justification de sa politique et une longue révision des causes et conséquences du coup d'État du 24 mars 1976. Il profite de l'occasion pour dévoiler encore sa pensée sur la question de fond relative à sa lutte contre l'impunité : « Nous avons l'intime conviction qu'il ne peut y avoir de paix et de réconciliation s'il reste des espaces d'impunité. Nous avons toujours cru que seulement avec la vérité et la justice nous pourrions constituer une société argentine qui vive en paix. Nous ne croyons pas qu'en éludant les responsabilités et en forçant l'oubli nous pourrions calmer la soif de justice qui définit l'âme de notre communauté. C'est en châtiant les coupables que les innocents pourront être libérés des fautes. »

Le soir du 24 mars 2006, une imposante manifestation de milliers de personnes, plus de 100 000 selon les organisateurs, se déroula pacifiquement en un itinéraire déjà classique qui va de la place de Deux Congrès à la place de Mai. À l'heure de la lecture du texte final par les organisateurs, un désaccord s'exprima publiquement. Le document, extrêmement critique à l'encontre du gouvernement de Néstor Kirchner, n'avait pas été signé par toutes les associations qui appelaient à la grande manifestation unitaire. Sur la scène, Martha Vázquez, présidente de l'association Mères de la place de Mai (*Línea Fundadora*) et Estela Carlotto, présidente de l'association des Grands-Mères de la place de Mai exprimèrent leur désaccord à haute voix, ce qui provoqua un incident et une fin de célébration plutôt triste et amère. Selon les déclarations du Prix Nobel de la Paix, Pérez Ezquivel, les associations qui n'avaient pas signé le document, où l'on accablait de critiques le gouvernement et le président Kirchner, étaient nombreuses et importantes²⁴. Son interprétation a le mérite de la clarté : « Il y a encore peu de temps, il était impensable de réaliser des cérémonies de commémoration à l'intérieur des installations militaires où l'on a torturé et assassiné nos compatriotes. Aujourd'hui, cela est possible. Le pays est en train de vivre un moment décisif dans la recherche de la vérité et de la justice, et il ne faut pas se tromper de chemin et utiliser la douleur du peuple pour d'autres objectifs politiques. Le gouvernement argentin a beaucoup de difficultés à recomposer le tissu social du pays. Il faut reconnaître que le président Kirchner a fait ce que les autres gouvernements n'ont pas voulu faire. On a beaucoup avancé sur la cause des droits de l'homme de notre passé récent, et maintenant il faut approfondir ce combat dans le respect des droits de l'homme du présent²⁵. »

On le voit bien, la politique de « justice, mémoire et vérité » du

président Kirchner a opéré une ligne de fracture dans la mouvance déjà hétérogène des militants des droits de l'homme. Les secteurs de la gauche radicalisée ont vu dans la politique de Kirchner soit une manœuvre politicienne, soit une confiscation illégitime et indécente. Mais les critiques les plus virulentes sont venues de la droite argentine. La gauche accuse Kirchner de récupérer la cause des droits de l'homme au bénéfice de son image et de sa personne. La droite l'accuse de faire revivre la haine du passé et de soutenir une mémoire partielle, car limitée aux actes de terrorisme d'État, oubliant les exactions et crimes de la guérilla marxiste ou péroniste. La nouveauté de la situation actuelle est que les secteurs qui revendiquent la « lutte contre la subversion » ont commencé à s'organiser et souhaitent livrer bataille sur la scène publique. Dans une société si mobilisée et si sensibilisée, qui a donné aux disparus le rang de héros et de martyrs, il est évident que cette présence est non désirée et peu désirable²⁶.

Nouvelles batailles juridiques et politiques. Nouvelles menaces ?

Aujourd'hui, plus de 1 200 instructions judiciaires sont en cours. Des centaines de militaires, de policiers et de civils (y compris des médecins et des membres du clergé) accusés de tortures et de crimes contre l'humanité pourront être jugés. Une première condamnation à perpétuité vient d'être prononcée contre un commissaire de la police de Buenos Aires, Miguel Etchecolatz. Et une nouvelle tragédie nationale s'est ensuivie : un témoin clé du procès, Jorge Julio López, vient de disparaître sans laisser de traces. L'hypothèse la plus plausible est que ce disparu en démocratie, recherché par tous les services de renseignement nationaux et provinciaux, a été séquestré par l'action revancharde des milieux de l'extrême droite argentine. La disparition soudaine du témoin clé dans la condamnation de Miguel Etchecolatz, le 18 septembre 2006, le jour même de l'annonce du verdict, signifie aussi que le gouvernement n'arrive pas à défendre et à protéger les témoins et les membres actifs des groupes de droits de l'homme. Miguel Etchecolatz, ex-commissaire de la police de Buenos Aires, homme de confiance de l'ex-général Ramón Camps, ayant sévi dans vingt et un centres clandestins de détention, a passé la majeure partie de sa vie en liberté. En 1997, il publia le livre *La otra campana del Nunca Más* (L'autre son de cloche du Jamais Plus), où il défend le terrorisme d'État et affirme : « Jamais je n'ai eu de remords et jamais je n'ai ressenti ni été complexé par aucun sentiment de faute. Pourquoi ? Pour avoir tué ? J'ai été l'exécuteur d'une loi faite par les hommes et j'ai été le gardien de commandements divins. S'il le fallait, je recommencerais à le faire.²⁷ » Des accusations commencent à mettre en cause « l'amateurisme » du gouvernement Kirchner. Le procès contre Etchecolatz eut une forte répercussion médiatique : il s'agit d'un tortionnaire connu et reconnu par ses victimes, qui

exhibait et baisait la croix chrétienne lors des audiences publiques. Avec des témoins n'ayant aucune protection ou la refusant, – par méfiance envers les policiers chargés de le faire –, un climat de pressions et de vengeance s'est installé. León Arslanian, ministre de l'Intérieur de la province de Buenos Aires, a reconnu « un manque de professionnalisme dans la prévention d'éventuelles représailles et de la négligence pour organiser une ingénierie judiciaire qui rendrait plus difficile la chaîne des menaces qui se propagent contre des dizaines d'avocats et de juges ». Désormais, presque tous les témoins à charge dans les nouvelles procédures de justice reçoivent des menaces écrites et téléphoniques. Même les juges ont été menacés !

La disparition du témoin Julio López, le 18 septembre 2006, suscita une véritable secousse citoyenne. Le gouvernement fut rendu responsable par les secteurs de la gauche et accusé d'avoir une politique des droits de l'homme « démagogique » et de n'avoir pas su démanteler l'appareil de répression. C'est dans ce contexte que l'appel à une manifestation place San Martín à Buenos Aires, le 5 octobre 2006, fut vécu comme une véritable provocation. Des militaires à la retraite, surnommés les « dinosaures », et un bon nombre de civils qui les soutiennent sont encore venus à la place San Martín, cette fois-ci avec les photos de leurs morts et des pamphlets sollicitant une « amnistie fédérale ». Le droit à manifester fut préalablement demandé au ministère de l'Intérieur et accordé. Mais une contre-manifestation spontanée des militants de gauche et des associations de droits de l'homme s'organisa rapidement. Des centaines des jeunes et de moins jeunes criaient « vous êtes les assassins de notre camarade Julio López ». Les plus radicalisés critiquaient aussi le président Kirchner pour avoir autorisé la manifestation au lieu de la réprimer. Or la police fut mobilisée en grand nombre et encercla (en protégeant en même temps) les manifestants venus commémorer une « Journée nationale pour les morts à cause de la subversion ». Le pire n'est pas arrivé, mais la tension fut à son comble.

La réponse du président Kirchner à toutes ces critiques et à toutes ces menaces fut de maintenir ferme le cap et de réaffirmer haut et fort sa politique de « mémoire, vérité et justice ». Pour le dernier 24 mars de sa présidence, en 2007, il organisa un meeting semblable à celui de l'ESMA, mais cette fois-ci dans la province de Córdoba, dans les lieux où avait fonctionné, sous contrôle de l'armée, le centre clandestin appelé « La Perla », à douze kilomètres de la capitale provinciale. Selon la Conadep, plus de 3 000 personnes y furent séquestrées. À différence de l'ESMA, à Córdoba, Kirchner fut l'unique orateur. Un orateur beaucoup plus à l'aise avec la foule et avec le cadre, et plus sûr de lui-même. Un orateur qui reprit son discours à l'endroit même de son « lapsus » de 2004, mais maintenant revu et réaffirmé : « La première chose que je souhaite dire au peuple argentin, d'ici même, de ce

camp de l'horreur à Córdoba, c'est exactement la même chose que j'ai dite à l'ESMA : Je demande pardon au peuple argentin, pardon aux disparus, aux survivants, aux grands-mères, aux enfants, pardon pour avoir pris autant de retard, pour l'absence de courage pour n'avoir pas assumé la responsabilité qu'il fallait. Pardon pour le courage de quelques-uns et la lâcheté du plus grand nombre, pardon pour nous être laissés envahir par la terreur. » Cet acte de repentance s'accompagna de l'affirmation de la continuité de la lutte qui fut celle des disparus : « Les camarades qui ne sont plus là nous regardent et ils peuvent se sentir fiers, car leur lutte ne s'est pas perdue ; chacun lutte en fonction de ses croyances et ses sentiments, mais la lutte continue. »

Cette fois-ci, la nouveauté de son discours tient à deux exigences et à la vibrante harangue finale. La première exigence est adressée à la justice. Maintenant que les lois d'impunité sont abrogées, le président Kirchner exige que la justice argentine fasse son travail, une fois pour toutes ; qu'elle accélère les procédures qui dorment dans des tiroirs ou qui sont bloquées à la Cour de cassation. Il exige de la justice que les châtiments soient enfin prononcés pour que la page puisse être tournée. La deuxième exigence est plus pathétique, parce qu'elle s'adresse à la volonté générale du peuple argentin. Le président Kirchner exhorte le peuple argentin à ne pas se laisser démobiliser, à poursuivre sa lutte sans relâche contre l'impunité, à ne pas se laisser intimider. Cet appel peut aussi se lire comme l'aveu d'impuissance des institutions de la République : « Je souhaite finir ce discours en prononçant le nom du camarade López, car voilà la menace, voilà la terreur. López n'a pas été emmené par deux ou trois inconscients ou distraits, López fut emmené par les mêmes, ceux de toujours. Nous devons le retrouver vivant, pour les Argentins, pour nous tous, pour sa famille. Nous devons le faire tous ensemble comme un signe de notre possibilité de retourner ce mécanisme pervers qui nous a été imposé depuis si longtemps : la peur, pour s'assurer de l'impunité. » Et ces paroles finales, ovationnées par le public, furent celles d'un homme devenu par la force des choses un très bon orateur de barricades : « Vive la Patrie ! Vive nos camarades disparus ! Vive nos mères et grands-mères ! Vive nos enfants ! Vive les Argentins ! Vive les peuples frères de l'Amérique latine ! »

Il nous faut reconnaître qu'au bout de ces quatre années de combat, la politique de « mémoire, vérité et justice » du président Kirchner a pris de la hauteur, lui donnant une envergure personnelle et politique et une crédibilité qui n'étaient pas les siennes avant le 25 mai 2003. S'il est vrai que Néstor Kirchner n'était pas un militant chevronné des droits de l'homme, après quatre années de côtoyer les associations des victimes, de se familiariser encore plus avec l'horreur et les

dramas individuels et collectifs qu'elles portent, le président des Argentins est passé du statut de « fils des mères de la place de Mai » à celui d'un homme d'État qui assume des responsabilités historiques sans laisser ses convictions à la porte de la Casa Rosada. C'est sans aucun doute le pilier fondamental de sa légitimité actuelle et peut-être même de sa légitimité future.

NOTES

1. Diana Quattrocchi-Woisson, « Une confiance extraordinaire dans la démocratie », journal *Libération*, Paris, 16 janvier 2002, « Les dix jours qui ébranlèrent l'Argentine », *Le Monde diplomatique*, Paris, février 2002. *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise*, Éditions Tiempo/Le Félin, 2003.

2. Néstor Kirchner est né dans la province de Santa Cruz en février 1950, il fait des études de droit à l'Université de La Plata, où il reçoit le titre d'avocat en 1976. Militant de la jeunesse universitaire péroniste, il se « réfugie » dans sa province natale pendant les années de la dictature, se limitant à exercer sa profession à Río Gallegos, capitale de la province de Santa Cruz. Élu maire de cette ville depuis 1987 et gouverneur de la province de Santa Cruz de 1991 à 2003, pendant presque douze ans, grâce à une réforme de la Constitution provinciale qu'il met en place et qui autorise la réélection indéfinie du gouverneur.

3. Bien entendu, il n'y avait pas de programme formel dans cette révolte citoyenne et spontanée, mais une récusation radicale des conséquences sociales néfastes d'un libéralisme à outrance qui avait endetté le pays et démantelé toute la régulation et la protection étatique.

4. Le président Kirchner réussit même à surmonter les dénonciations de corruption contre sa maladroite ministre de l'Économie, lors de l'affaire de l'argent liquide trouvé dans les toilettes de son bureau au ministère de l'Économie. La démission de Felisa Miccelli en juillet 2007 et son remplacement par un jeune économiste ne produit aucune secousse dans la vie économique du pays.

5. « Concluye en la Argentina una forma de hacer política y de cuestionar al Estado. Por mandato popular, por comprensión histórica y por decisión política, esta es la oportunidad de la transformación, del cambio cultural y moral que demanda la hora. Cambio es el nombre del futuro. Se necesitará mucho trabajo y esfuerzo plural, diverso y transversal a los alineamientos partidarios. Hay que reconciliar a la política, a las instituciones y al Gobierno con la sociedad. » *Discurso del Presidente Néstor Kirchner*, 25 mai 2003.

6. Communiqué n° 45, mars 2007, Centre d'Études de la situation et des perspectives de l'Argentine, créé en 2001 à l'Institut des recherches économiques de la faculté des Sciences économiques de l'Université de Buenos Aires : www.econ.uba.ar/cespa.htm.

7. Pour l'histoire de ce programme, dont l'objet est « la reconstruction argentine par le développement avec équité », voir le site www.universia.com.ar/plan-fenix/historia.html.

8. Nous devons la formule « maillon manquant » à Alain Rouquié.

9. Pour un développement de cette problématique autour de « la vielle politique et le système des partis » voir tout particulièrement Hugo Quiroga, *La Argentina en emergencia permanente*, Buenos Aires, Edhasa, 2005.

10. Toute l'information détaillée dans le site www.masacredeavellaneda.org

11. L'avortement n'est en fait légal dans aucun pays latino-américain, chaque Etat ayant défini un certain nombre d'exceptions à cette règle. Et chaque nouvelle tentative d'assouplissement ne manque pas de générer de vifs débats de société. D'après les chiffres données par le Ministre Gines Gonzalez García, plus de 500 000 IVG étaient réalisés chaque année dans le pays, un chiffre en constante augmentation. Selon une récente enquête divulguée par le quotidien *Pagina 12*, les habitants de la capitale se prononcent en faveur de la dépénalisation à plus de 60%.

12. Le 17 octobre 2006, tout ce qui reste du péronisme réellement existant donne un spectacle honteux lors du transfert de la dépouille mortelle de Juan Domingo Perón du Cimetière de la Chacarita au Mausolée de San Vicente. Kirchner était invité à y participer. Les dirigeants de la CGT chargés de l'organisation du cortège s'affrontent à coup de revolvers, devant les caméras de télévision. Kirchner évite le piège et ne participe pas à une cérémonie où il était l'un des invités d'honneur. Il répudie publiquement ces faits de violence : « que nunca más las cámaras de televisión vean a los argentinos disputarse, sean del partido que sean, con violencia, como ocurrió en el traslado de los restos del ex mandatario Juan Domingo Perón hacia la histórica quinta de San Vicente. El general Perón no merecía semejante irresponsabilidad de los que hicieron un acto que nos avergüenza a todos los argentinos »,

13. Même la division des Mères de la Place de Mai en deux groupes distincts et opposés, depuis 1984, n'a amoindri le prestige de celles que les militaires surnommaient les « folles de la Place de Mai ». Leur lutte a produit des figures emblématiques et intouchables, au point que les positionnements d'Hebe Bonafini sur les thèmes nationaux ou internationaux, même les plus choquants, comptent presque toujours sur l'indulgence de l'auditoire.

14. Federico Guillermo Lorenz, « De quién es el 24 de marzo? Las luchas por la memoria del golpe de 1976 », in Elizabeth Jelin, *Las conmemoraciones : Las disputas en las fechas « in-felices*, Siglo Veintiuno de Argentina Editores, 2002.

15. Il y avait déjà des propositions dans ce sens élaborées par les associations de victimes de la répression. L'ex président Menem avait voulu détruire les locaux de l'ESMA pour y élever un espace vert et un monument à l'unité nationale. Fernando De la Rúa, alors Maire de Buenos Aires s'opposa et obtient gain de cause avec une présentation devant les tribunaux. Le terrain

de 17 hectares, dont la ville était propriétaire, avait été cédé en 1924 à la Marine pour la construction d'une Ecole Supérieure.

16. Cf. « No al traslado de la ESMA », manifestation organisée le 29 octobre 2004 dans les locaux de l'ESMA, et déclaration signée par Karina Mujica, présidente de « Argentinos por la Memoria Completa ».

17. *ESMA . Museo de la Memoria*, VHS réalisé par Román Lejtman et Página 12, 2004.

18. La militante de l'association HIJOS María Isabel Grecco s'attaque dans son discours à Carlos Ruckauf et Antonio Caffiero qui sous le gouvernement d'Isabel Perón, ont signé le décret qui autorisait les Forces Armées « à liquider l'action de tous les éléments subversifs ». Ces paroles ont été ovationnées par la foule.

19. Krzysztof Pomian, « Histoire, Mémoire et Politique », préface à notre livre, *Un nationalisme de déracinés. L'Argentine pays malade de sa mémoire*, Éditions du CNRS, 1992.

20. Les motivations qui guident les entreprises mémoriales ou historiographiques des militaires à la retraite n'inspirent guère notre sympathie intellectuelle et civique, puisqu'ils revendiquent le terrorisme d'Etat. Mais leurs interprétations peuvent jouer un rôle dans le débat intellectuel, en tout cas entre ceux dont le métier est de chercher la vérité sur les faits du passé. Il nous faut donc signaler qu'ils ont créé une association avec leur site internet : « Argentins pour la mémoire complète » : www.memoriacomelta.com.ar

21. Ce sont des politologues de l'Université de Rosario qui ont pris une initiative intellectuelle que la corporation d'historiens argentins avait beaucoup de mal à réaliser, voir tout particulièrement le travail collectif sous la direction d'Hugo Quiroga et César Tcach, *A veint años del golpe. Con memoria democrática*, Homo Sapiens Ediciones, Rosario, 2006 et *Argentina 1976-2006. Entre la sombra de la dictadura y el futuro de la democracia*, Homo Sapiens Ediciones, Universidad Nacional del Litoral, 2006 et aussi d'Hugo Quiroga, *El tiempo del "Proceso". Conflictos y coincidencias entre políticos y militares, 1976-1983*, Fundación Ross, Rosario, 1994.

22. *Memoria Abierta* est un réseau qui réunit les principales associations de droits de l'homme d'Argentine. Cette association a produit un intéressant recueil de témoignages, textes et sources sur le Terrorisme d'État en Argentine, en CD Rom (3 vol), leur site internet est un passage obligé pour se documenter sur ces thèmes : www.memoriaabierta.org.ar

23. *Memorias de la Represión* est un programme du *Social Science Research Council*, financé par les fondations Ford, Rockefeller et Hewlett et sous la direction de l'anthropologue argentine Elizabeth Jelin. Les résultats de ces recherches sur la répression politique en Amérique du Sud sont publiés dans la « Collection Mémoires de la Répression », Editions Siglo Veintiuno d'Espagne et d'Argentine, 9 volumes déjà parus, dont le premier *Los trabajos de la memoria*, d'Elisabet Jelin fut publié en 2002.

24. Abuelas de Plaza de Mayo, Madres de Plaza de Mayo -Línea

Fundadora,- Familiares de Detenidos Desaparecidos- Hijos- Hermanos, - SERPAJ - Servicio Paz y Justicia -, APDH- Asamblea Permanente por los Derechos Humanos,- CELS - Centro de Estudios Legales y Sociales - CTA- Central Argentina de Trabajadores.

25. Déclarations d'Adolfo Pérez Esquivel, SERPAJ, 29 mars 2006.

26. La première manifestation eut lieu le 24 mai 2006 à la Place San Martín. Le lendemain le Président Kirchner fustige au Collège Militaire ceux qu'y ont fait l'apologie du délit dans leur revendication du Terrorisme d'Etat : « En tant que Président de la Nation Argentine je n'ai pas peur et je n'ai pas peur d'eux. Nous voulons l'armée de San Martín, Belgrano, Savio et Mosconi. Nous ne voulons pas l'armée de Videla, Galtieri, Viola et Bignone qui a assassiné à ces propres compatriotes ».

27. Cité par le journal *Página 12* du 20 septembre 2006.